

PRÉFÈTE DU CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale  
et de la Protection des Populations  
Pôle de la Protection des Populations  
Service de la Protection de l'Environnement

Installation classée soumise  
à autorisation n° 7546  
Société MARNAY ENERGIE

**Arrêté préfectoral n° 2015-DDSPP-169**  
**portant mise en demeure de la société MARNAY ENERGIE à Feux**

La Préfète du Cher,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 514-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral 2010-1-1691 du 6 septembre 2010 autorisant la société MARNAY ENERGIE à exploiter une unité de biométhanisation et de co-génération sur la commune de Feux au lieu-dit « Marnay » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-DDCSPP-142 du 9 octobre 2014 autorisant la société MARNAY ENERGIE à modifier les conditions d'exploitation de ses installations de méthanisation et de co-génération au lieu-dit « Marnay » sur la commune de Feux ;

Vu le rapport d'inspection du 8 octobre 2015 adressé à l'exploitant qui fait suite à l'inspection du site réalisé le 8 octobre 2015 ;

Considérant que des odeurs liées aux digestats bruts vidangés du digesteur primaire sont émises et occasionnent des nuisances pour le voisinage ;

Considérant que l'établissement est à l'origine d'un rejet indirect d'effluents (digestats) non autorisé, dans le milieu naturel (rivière la Chanteraine) ;

Considérant qu'il convient que l'exploitant remédie à ces non-conformités importantes et caractérisées ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La société MARNAY ENERGIE, dont le siège social est situé 11, rue de Mogador - 75009 PARIS, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au lieu-dit « Marnay », sur la commune de Feux, de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n°2010-1-1691 du 6 septembre 2010 dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.

### Article 3.1.3 :

« Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et, si besoin, ventilées. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.

Le niveau d'odeur ou de concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m<sup>3</sup>/h par le facteur de dilution au seuil de perception.

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par chacune des sources odorantes canalisées présente sur le site ne doit pas dépasser 21 000 x 10<sup>3</sup> m<sup>3</sup>/h. Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par chacune des sources odorantes non canalisées présente sur le site ne doit pas dépasser 1000 x 10<sup>3</sup> m<sup>3</sup>/h.

A cet effet, la société MARNAY ENERGIE doit, en particulier, mettre en oeuvre toutes les actions nécessaires pour stopper les émissions d'odeurs liées aux digestats bruts vidangés du digesteur primaire.

### Article 4.3.2 :

« [...] Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. [...] »

A cet effet, la société MARNAY ENERGIE doit, en particulier, mettre en oeuvre toutes les actions nécessaires pour stopper le rejet indirect de digestats non autorisé, dans le milieu naturel (fossés et rivière la Chanteraine).

### Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure dans les délais impartis et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

### Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de FEUX.

Bourges, le 12 octobre 2015

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Signé

#### Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.